

L'ADMINISTRATION BUSH II

Stephen Hadley, conseiller de sécurité nationale



Inconnu du grand public, Stephen Hadley a mené une brillante carrière dans l'ombre de Brent Scowcroft et de Condoleezza Rice. Avocat d'affaire condamné pour escroquerie, il devient le conseil du premier fabricant mondial d'armement, Lockheed Martin. Il forme le candidat George W. Bush, rédige la nouvelle doctrine nucléaire, prépare la création du département de Sécurité de la patrie, supervise les entrées dans l'OTAN et vend l'invasion de l'Irak. Fidèle : il protège Bush père du scandale de l'Irangate et Bush fils des mensonges de la guerre d'Irak. Il s'en trouve récompensé en devenant conseiller de sécurité nationale.

page 2

Débâcle irakienne : sauver les apparences

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Les rares informations en provenance d'Irak présentent la situation militaire, dans le meilleur des cas, comme se dégradant rapidement. Mais Jonathan Morrow connaît la panacée : la rédaction de sa propre constitution par le peuple irakien. Qu'importe si celui-ci désire en majorité et avant tout la fin de l'occupation : il faut sauver les apparences.

page 7

REPÈRE : 17 DÉCEMBRE 1819

La République bolivarienne

Le général Simon Bolivar, animé par la philosophie des Lumières, libère l'Amérique latine de la colonisation espagnole et son peuple de l'esclavage. Le 17 décembre 1819, il proclame la République de Grande Colombie qui comprend le Venezuela, l'Équateur, la Colombie et le Panama actuels. Quelques années plus tard, il libère le Pérou et fonde la Bolivie. Surnommé *El Libertador*, il incarne le rêve d'une Amérique latine libre et fédérale.

Marchant sur ses pas, une douzaine d'États ont créé, le 8 décembre 2004 à Cuzco, ancienne capitale de l'empire inca, la Communauté sud-américaine des nations. Ils espèrent fusionner dans un futur proche. ■



WASHINGTON VA CLASSER UNE CHAÎNE DE TÉLÉVISION PARMIS LES « ORGANISATIONS TERRORISTES »

Le département d'État s'appête à inclure la chaîne libanaise de télévision al-Manar dans la liste des organisations terroristes sous le prétexte qu'elle inciterait à la haine raciale. Sorties de leur contexte d'affrontement israélo-arabe, certains programmes peuvent effectivement paraître haineux, mais ils emploient pourtant le même lexique que les médias israéliens que nul n'interprète dans un sens antisémite.

Comme nous l'avons exposé il y a quatre mois dans ces colonnes, la couverture Eutelsat débordant largement sur le territoire états-unien, le CSA français a été sollicité pour lui couper l'accès au satellite. C'est ce à quoi s'est employé Dominique Baudis, « messenger de l'Amérique » et ancien représentant du *Carlyle Group* en France.

La classification d'un média en « organisation terroriste » permet de contourner le 1er amendement de la Constitution US et de mettre fin à la liberté d'expression, condition préalable à la vie démocratique. ■

L'administration Bush II

Stephen Hadley, conseiller de sécurité nationale

Inconnu du grand public, Stephen Hadley a mené une brillante carrière dans l'ombre de Brent Scowcroft et de Condoleezza Rice. Avocat d'affaire condamné pour escroquerie, il devient le conseil du premier fabricant mondial d'armement, Lockheed Martin. Il forme le candidat George W. Bush, rédige la nouvelle doctrine nucléaire, prépare la création du département de Sécurité de la patrie, supervise les entrées dans l'OTAN et vend l'invasion de l'Irak. Fidèle : il protège Bush père du scandale de l'Irangate et Bush fils des mensonges de la guerre d'Irak. Il s'en trouve récompensé en devenant conseiller de sécurité nationale.



Dans le noyau dur de l'administration Bush II, Stephen J. Hadley est l'élément le moins connu du public et la personnalité la plus effacée. Il n'en joue pas moins un rôle central.

Dès la sortie de l'université de Yale, où il a passé un diplôme de droit, celui qui s'appelle encore **Steven** Hadley est entré au secrétariat à la Défense, comme contrôleur d'un groupe d'analyse. Richard Nixon n'avait pas encore signé la paix au Vietnam. Remarqué par le général Brent Scowcroft, un associé d'Henry Kissinger qui lui a succédé comme conseiller national de sécurité, M. Hadley

rejoint le Conseil de sécurité nationale, en 1975, dans l'administration Ford.

En 1977, lorsque les républicains perdent la Maison-Blanche, il quitte l'administration pour le privé. Il entre comme avocat dans le cabinet Shea & Gardner, conseiller juridique du premier fabricant d'armes mondial, Lockheed Martin. La firme doit alors faire face à un scandale qui a débuté au Japon et s'étend en Europe : elle a corrompu des dirigeants politiques qui sont contraints, les uns après les autres, à la démission. Hadley conservera ce job pendant vingt-quatre ans, y compris lorsqu'il retournera dans l'administration ou lorsqu'il s'investira dans un cabinet de conseil stratégique.

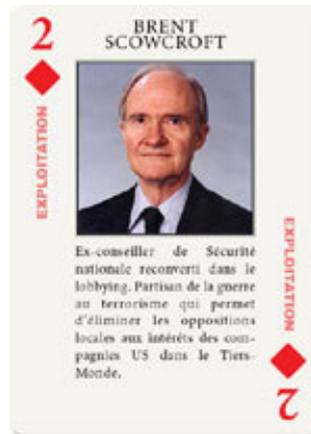
Au début des années 80, Me Steven Hadley met en place une escroquerie à l'assurance portant sur 1,1 million de dollars. Il sera découvert, condamné par les tribunaux de l'Iowa et contraint de rembourser. Pour effacer les traces de son forfait, il modifie alors son nom en **Stephen John** Hadley.

Lorsque Ronald Reagan s'empare de la Maison-Blanche, M. Hadley reste dans le privé. Cependant, en 1986, éclate le scandale de l'Irangate. Le président Reagan désigne une commission de trois sages pour faire toute la lumière. Elle est composée du sénateur texan John Tower, d'Edmund Muskie [1] et de Brent Scowcroft. Ce dernier appelle à nouveau Me Stephen J. Hadley à ses côtés. En dehors de toute vraisemblance, la commission conclut à l'innocence du président Reagan et du vice-président George H. Bush. Le financement des Contras du Nicaragua grâce à des trafics de drogues et à des ventes illégales d'armes à l'Iran était une initiative secrète de membres zélés du Conseil de sécurité nationale, mises en œuvre à l'insu de leurs supérieurs.

En 1989, George H. Bush (le père) succède à Ronald Reagan. Pour remercier ceux qui l'on blanchit, il nomme Brent Scowcroft conseiller de sécurité nationale et John Tower secrétaire à la Défense. Mais la ficelle est un peu grosse et le Sénat fait de la résistance. En définitive, M. Tower [2] renonce au profit de Dick Cheney. Ce dernier prend Stephen Hadley à son service comme assistant pour la politique de sécurité internationale, c'est-à-dire comme officier de liaison avec Scowcroft. Il aura notamment à connaître l'invasion du Panama et la guerre du Golfe. Il sera aussi l'envoyé spécial de Cheney pour les États post-sovétiques.

En 1993, Clinton balaye les républicains. Le général Brent Scowcroft se reconvertisse dans le conseil privé stratégique. Il crée son propre cabinet, le Scowcroft Group, où il s'entoure des talents qu'il a éprouvés, notamment le général Colin Powell, Stephen Hadley et Condoleezza Rice.

Hadley cumule cette responsabilité avec son job au cabinet Shea & Gardner. Il y est bientôt rejoint par un autre ancien collaborateur de Scowcroft, l'ambassadeur démocrate R. James Woolsey, spécialiste de l'équilibre des armements et éphémère directeur de la CIA.



Comme avocat de Lockheed Martin, Hadley est en contact avec les administrateurs de la firme, notamment Lyne Cheney (épouse de Dick). Il se rapproche de Bruce P. Jackson, le vice-président de la firme chargé de conquérir de nouveaux marchés. Ils développent ensemble l'US Committee to Expand NATO (Comité états-unien pour l'élargissement de l'OTAN) dans lequel ils font entrer Richard Perle et Paul Wolfowitz. Le Comité pilote l'entrée de la République tchèque, de la Hongrie et de la Pologne, en 1999. Puis celle de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie. À chaque fois, les dirigeants des nouveaux États-membres sont sollicités pour mettre l'armée de leur pays aux normes OTAN, c'est-à-dire pour acheter des matériels Lockheed Martin. La pression est si forte que certains dénoncent « le racket » dont ils font l'objet.

Pendant cette période, Hadley s'investit aussi dans un think tank d'extrême droite, le National Institute for Public Policy (NIPP - Institut national de politique publique). Les nostalgiques du docteur Folamour y étudient tous les usages possibles de la bombe atomique. Avec une trentaine de personnes, dont son collègue R. James Woolsey, il participe à un groupe de travail qui produit le célèbre rapport *Rationale and Requirements for U.S. Nuclear Forces (Exposé et conditions pour les forces nucléaires états-uniennes)*.

En 2001, ce groupe sera intégré à l'administration Bush dans un panel consultatif sur les concepts de dissuasion (Deterrence Concepts Advisory Panel). Il reformulera le rapport pour en faire la doctrine nucléaire officielle (*Nuclear Posture Review*), en janvier 2002. Pendant la Guerre froide, le NIPP assurait qu'il fallait développer la bombe atomique pour se protéger du péril rouge. Une fois l'URSS disparue, le NIPP assura qu'il fallait d'autant plus développer la bombe que l'on ne savait pas qui serait le prochain ennemi. Il convenait donc de se préparer à toutes les éventualités en inventant et produisant de nouvelles sortes de bombes atomiques, notamment des bombes tactiques.

Me Hadley est également administrateur de l'Advanced National Strategies and Enabling Results (dont l'acronyme ANSWER signifie « réponse »), un institut privé émanant de la Rand Corporation et travaillant exclusivement pour les agences gouvernementales. Il y côtoie d'anciens directeurs de service du Pentagone et de la CIA, souvent membres de la Society of Competitive Intelligence Professionals (Société des professionnels du renseignement concurrentiel). ANSWER dispose d'une discrète filiale, Legi-Slate, spécialisée dans l'étude des documents parlementaires relatifs aux questions de défense. C'est une joint-venture avec le *Washington Post*.

ANSWER et le CSIS [3] ont développé entre 1998 et 2000 un nouveau concept, celui de « Sécurité de la patrie » (*Homeland Security*). Le mot « patrie » était alors absent des discours politiques car péniblement connoté dans une nation d'immigrants, et l'expression « Sécurité de la patrie » absolument inconnue. Elle désigne la nécessité de préparer le pays à faire face à une attaque avec des armes de destruction massive. Cela englobe à la fois des mesures de protection contre les agissements de l'ennemi, l'organisation de secours d'urgence à vaste échelle

et celle de la continuité du gouvernement.

Le groupe de travail du CSIS comprenait une trentaine de personnes, dont L. Paul Bremer III, Richard Clarke, le général Wayne Downing et bien sûr R. James Woolsey et Stephen J. Hadley. Ce dernier était le seul à siéger à la fois à ANSWER et au CSIS.

Hadley participe également à un groupe de huit spécialistes, formé par Condoleezza Rice, les Vulcains. Comme la divinité romaine qui forge les armes des dieux au fond des volcans, ils forment le candidat George W. Bush à la politique internationale.

Dès son arrivée à la Maison-Blanche, George W. Bush réforme le Conseil de sécurité nationale. Il réorganise totalement le travail en sous-comité [4] et crée un poste de conseiller-adjoint, en charge de la coordination générale, qu'il confie à M. Hadley.

Bien entendu, l'un des onze comités de coordination politique est intitulé « prolifération, contre-prolifération et défense de la patrie ».

D'une manière générale, George W. Bush ouvrit les portes de son administration à Lockheed Martin. Les administrateurs et cadres de la firme colonisèrent des postes à très haute responsabilité : le vice-président Norman Mineta devient secrétaire aux Transports, le directeur des opérations Peter B. Teets prend la direction de l'Air Force et du NRO, le sous-directeur de la firme Everet Beckner prend la direction des programmes nucléaires, un lobbyiste de la firme Otto Reich [5] est nommé à la direction Amérique latine du département d'État, etc.

Dans la semaine qui suivit les attentats du 11 septembre 2001, la Maison-Blanche produisit un plan complet de création du département de Sécurité de la patrie. Selon les explications fournies alors, une cellule animée par le vice-président Cheney travaillait en secret sur ce sujet depuis huit mois et s'appêtait à rendre un rapport pour le 1er octobre. Ce travail était si secret que l'existence de la cellule n'avait pas été révélée et qu'il n'existe aucune trace de ses activités. Tout laisse à penser qu'il s'agit là d'une fable et que c'est en réalité ANSWER et le CSIS qui ont préparé cette création. Reste à préciser l'utilité de ce pieux mensonge.



En 2002, Stephen Hadley a supervisé la création de la Project on Transitional Democracies (Projet pour les démocraties en transition), toujours avec son ami Bruce P. Jackson. Il s'agit d'associer le complexe militaro-industriel aux « révolutions spontanées » que le Conseil de sécurité nationale est en train de planifier en Europe centrale et orientale : Géorgie, Bélarus, Ukraine, etc. et d'intégrer ces États dans l'OTAN.

En décembre de la même année, les deux compères créent le Committee for the Liberation of Iraq (Comité pour la libération de l'Irak). L'association, qui va multiplier les réunions publiques et les interventions dans les médias pour mobiliser l'opinion états-unienne vers la guerre, est administrée par un conseil

exclusivement composé d'actionnaires et d'employés de Lockheed Martin [6].

Pour vendre cette guerre, Me Hadley est sur tous les fronts. C'est lui qui transmet à l'ONU des documents attestant que le gouvernement de Saddam Hussein a tenté de se fournir des matières nucléaires au Niger. C'est encore lui qui atteste d'un rendez-vous secret à Prague entre Mohammed Atta, chef présumé des attentats du 11 septembre, et un responsable des services secrets irakiens. Il tient là les preuves de ce que « Saddam » a comploté contre « l'Amérique » et qu'il s'apprête à la frapper à nouveau avec une bombe atomique. Le moment est venu de livrer la guerre à l'Irak avec les excellents matériels de Lockheed Martin et d'assurer la « sécurité de la patrie ». Mais les documents sont des faux grossiers, le rendez-vous est une billevesée, et l'invasion de l'Irak un fiasco militaire. M. Hadley accepte de jouer le fusible pour protéger le président Bush. Il prend la responsabilité de toutes les erreurs. On le croit carbonisé, mais en novembre 2004, George W. Bush le choisit pour devenir son conseiller de sécurité nationale dans sa seconde administration.

[1] Edmund Muskie fut secrétaire d'État (démocrate) de Jimmy Carter de 1977 à 1980.

[2] En 1991, John Tower décéda dans un accident d'avion. De même plusieurs autres « témoins » de l'Irangate mourront à quelques jours d'intervalle dans divers accidents.

[3] « CSIS, les croisés du pétrole », *Voltaire*, 6 juillet 2004.

[4] National Security Presidential Directive #1, 13 février 2001.

[5] « Otto Reich et la contre-révolution », *Voltaire*, 14 mai 2004.

[6] « Une guerre juteuse pour Lockheed Martin » *Voltaire*, 7 février 2003.

RENDEZ-VOUS SUR LE FORUM DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

Débâcle irakienne : sauver les apparences

Analyse

Les rares informations en provenance d'Irak présentent la situation militaire, dans le meilleur des cas, comme se dégradant rapidement. Les combats s'intensifient un peu partout ; les bombardements ont repris sur Falloudja, une ville que les forces d'occupation déclaraient « libérée » il y a de cela un mois. Mais la résistance affirme qu'ils ont brutalement cessé hier, alors qu'une importante offensive était lancée et qu'une tempête de sable se levait, car l'aviation U.S. induite en erreur par la faible visibilité a bombardé une colonne de blindés. Les résistants auraient profité du chaos engendré par cette bavure et de leur avantage tactique momentané pour infliger de lourdes pertes aux forces d'occupation.

À Washington, loin de la réalité du terrain, on tente de garder la tête haute en s'agrippant à l'objectif de façade des élections de janvier 2005 et en tirant des plans sur la comète pour l'avenir du pays. Cependant, ne nous y trompons pas : la détermination justifiée de la résistance ne laisse pas d'autre alternative au chaos que le retrait total des forces d'occupation du pays, premier objectif du commandement unifié des groupes de résistants.

Dans cette situation pour le moins schizophrénique, deux **défenseurs de longue date d'une « dictature soft » sous contrôle de Washington** tirent leur épingle du jeu en proposant une solution plus réaliste pour le Moyen-Orient : Ray Takeyh et Nikolas Gvosdev demandent dans le *Christian Science Monitor* que l'idéalisme démocratique déclinant de l'administration Bush soit définitivement abandonné et que l'on se contente d'acheter les gouvernements de la région. Évitant soigneusement d'évoquer la débâcle militaire et la **crise morale des troupes**, Jonathan Morrow glisse pour sa part dans le *Los Angeles Times* sur un concept plus valorisant pour les États-Unis : la rédaction par le peuple irakien

de sa propre constitution. Qu'importe si celui-ci désire en majorité et avant tout la fin de l'occupation : il faut sauver les apparences.

Car la puissance états-unienne ne repose décidément plus que sur des apparences, qui parviennent toujours à **garantir un flux de capitaux vital** et à galvaniser ses plus fidèles serviteurs. Ainsi le parlementaire-nomade Ralf Dahrendorf, l'ancien président du Conseil italien Giuliano Amato et l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing semblent-ils tenir pour victorieuse l'aventure irakienne, lorsqu'ils expriment dans une tribune commune de l'*International Herald Tribune* leur souhait ardent d'un retour à la normale des relations transatlantiques dans un contexte multilatéral. Leurs doléances ne reposent sur aucune objectivité stratégique, mais davantage sur le rêve d'une stabilité plus propice aux affaires. La propagande états-unienne convainc d'abord ceux qui veulent y croire.

Mais revenons à la réalité : après les protestations des GI's qui doivent bricoler leurs **Humvees** à l'aide de ferraille pour se protéger, on voit poindre de nouveau la question de la conscription pour alimenter les forces d'occupation, ce qui réduirait d'autant leur mobilité, donc leur exposition. C'est probablement ce à quoi le spécialiste congénital des manipulations William Kristol veut préparer l'opinion publique. Dans une tribune publiée par le *Washington Post*, il conspu mollement un Donald Rumsfeld qui déclare ne pas avoir le contrôle du nombre de soldats sur place. Ce discours incite le Congrès à lever les obstacles légaux à la conscription et à libérer ainsi Rumsfeld de ses dernières entraves démocratiques.

Sur le chapitre de la torture, les Britanniques veulent également sauver des apparences dont les États-Unis se sont défaits il y a longtemps déjà. Phil Shiner propose dans le *Guardian* de tenir pour responsables les militaires impliqués dans des affaires de torture en dehors du territoire européen. Mais à qui s'adresse-t-il au juste ? Si c'est à la bonne conscience de gauche, il la dédouanne de la responsabilité politique d'une guerre forcément sale en condamnant de simples exécutants.

Enfin, Richard Holbrooke, qui briguaux côtés de Mark Brzezinski le poste très convoité de conseiller pour la politique étrangère de John Kerry, définit à mots à peine couverts les règles du jeu à venir en Ukraine. Dans le *Washington Post*, il commence par donner sa bénédiction à une éventuelle partition du pays en rebaptisant Kiev par son nom « ukrainien » de Kyiv, avant de se féliciter des revers infligés à Poutine lors des événements « anti-russes » **de Géorgie et d'Ukraine**. Il termine en définissant les modalités d'une intégration de la partie pro-occidentale de l'Ukraine à l'OTAN : une fois l'élection gagnée, il ne faudra pas perdre de temps et recevoir aussitôt les époux Yushchenko pour préparer l'absorption du pays dans le giron états-unien. Dans cette logique d'un cynisme assumé, il affirme que les tentes de la « révolution » étaient destinées à préparer l'intégration d'un nouveau pays à l'OTAN, et même plus : en cas de victoire de Yanukovitch, ses adversaires déclencheront sans hésiter une guerre civile.

Réseau Voltaire

Nikolas Gvosdev, Ray Takeyh



Nikolas Gvosdev est chercheur au Nixon Center et directeur exécutif de *The National Interest*.



Ray Takeyh est professeur et directeur d'études au Near East and South Asia Center de la National Defense University. Et chercheur au Council on Foreign Relations.

« Le vent de l'idéalisme américain sur le Moyen-Orient s'est calmé »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Flaggering winds of American idealism across the Middle East », par Ray Takeyh et Nikolas Gvosdev, *Christian Science Monitor*, 15 décembre 2004.

En deux ans, la stratégie de libéralisation du Moyen-Orient de l'administration Bush a bien changé. En avril 2003, **Ken Adelman** du Defense Policy Board exprimait son espoir que la prise de Bagdad pousse les dirigeants à prendre des mesures drastiques mais aujourd'hui, l'enthousiasme est retombé et même **Paul Wolfowitz** demande que les mesures adoptées conduisent graduellement vers la démocratie. Les rois arabes et les présidents à vie, exhortés à démocratiser leurs régimes il y a 20 mois, sont désormais présentés comme des agents du changement et lors du sommet au Maroc de la semaine dernière, **Colin Powell** n'a fait que soutenir des petites étapes.

Aujourd'hui, l'administration Bush agit comme si les dirigeants de la région souhaitent vraiment mener des réformes économiques, mais qu'ils ne savent pas comment faire et qu'il suffit de le leur enseigner patiemment. En réalité, il n'y a pas de réformes car il n'y a pas de volonté de réformer. Les élites veulent rester au pouvoir et ils craignent toute transformation qui ferait vaciller leur autorité. C'est pour cela que l'Égypte et l'Algérie, dans les années 90, ont bien vite mis fin aux timides privatisations qu'elles avaient commencé après avoir constaté les bouleversements provoqués. La réforme ne peut advenir que si les États-Unis et l'Union européenne font pression pour que des réformes graduelles soient mise en œuvre. Les États-Unis et l'Union européenne doivent s'inspirer de la méthode employée pour libéraliser le Mexique et les pays d'Europe de l'Est : les changements politiques n'adviennent qu'avec la promesse de bénéfice commerciaux.

Le terrorisme islamiste est né à cause d'un dysfonctionnement du système politique et si on conserve une vision idéaliste, on arrivera à d'autres dysfonctionnements.

Jonathan Morrow

Ancien expert juridique de l'ONU au Timor oriental puis conseiller légal états-unien en Afghanistan, Jonathan Morrow est avocat constitutionnel à l'US Institute of Peace. Il a travaillé avec des responsables irakiens sur l'adoption de la prochaine constitution.

« Créer une constitution par et pour les Irakiens »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Creating a Constitution for and by Iraqis », par Jonathan Morrow, *Los Angeles Times*, 14 décembre 2004.

Bertolt Brecht, dans son fameux poème *La Solution* en 1953, se moquait de la répression de la révolte du peuple est-allemand à Berlin en se demandant si le gouvernement ne devrait pas dissoudre le peuple pour en élire un nouveau. Cette moquerie illustre le problème actuel en Irak : imposer une solution ne fonctionne pas.

Les problèmes politiques irakiens doivent être résolus par les Irakiens. Les élections de janvier sont un début mais cela ne règlera pas tout par magie. Pour avoir un espoir véritable, il faut attendre la rédaction d'une constitution. Le processus de rédaction de la constitution fournirait un indice sur la viabilité de l'Irak en tant qu'État. Il faut une constitution sérieuse et robuste qui bénéficiera d'un soutien dans les différents groupes en Irak, tout en respectant les droits de tous. Il faut pour cela qu'elle soit rédigée par des citoyens élus. Il faut également laisser aux Irakiens un choix libre de la façon dont leur État sera structuré. Aucun pays ne doit empêcher un parti de faire valoir son point de vue. Il faudra que les débats constitutionnels soient publics afin que les Irakiens puissent s'approprier les débats. Il faut enfin que les débats ne soient plus considérés comme des risques d'éclatement mais comme des chances d'apporter la paix, de même que les débats l'ont apportée en Afrique du Sud, en Albanie ou en Afghanistan.

Il n'y a pas de formule magique pour régler la division irakienne, mais le système de fédération défendu par les chiïtes pourrait contenter tout le monde. Il faut par contre laisser le temps pour que cette constitution soit rédigée.

Giuliano Amato, Valéry Giscard d'Estaing, Ralf Dahrendorf



Giuliano Amato, ancien président du conseil italien (1992-1993 et 2000-2001),

« Lettre en provenance d'Europe : cher président Bush »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Letter from Europe : Dear President Bush », par Giuliano Amato, Ralf Dahrendorf et Valéry Giscard d'Estaing. *International Herald Tribune*, 15 décembre 2004. Cet article a été écrit sous les auspices de l'Aspen Institute de Rome.

A présent que la longue campagne a pris fin aux États-Unis, nous vous demandons, M. Le président, de restaurer les relations avec les Européens.

est sénateur italien et était vice président de la Convention européenne.



Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République française (1974-1981), était président de la Convention européenne. Il est membre du Conseil constitutionnel.



Sociologue, philosophe puis homme politique d'origine germano-britannique, Ralf Dahrendorf a été député libéral allemand et secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères allemand. Il a été commissaire européen (1970-1974) puis directeur de la London School of Economics (1974-1984). Anobli par Élisabeth II en 1993, il est membre de la Chambre des Lords britannique.

Quelle que soit la puissance de votre pays, l'expérience a démontré que vous avez besoin d'alliés pour faire fonctionner les institutions globales et préserver vos intérêts fondamentaux. Vos meilleurs partenaires potentiels pour cela sont les Européens, car nous partageons des valeurs communes : la démocratie, l'économie de marché et nous sommes persuadés que les institutions multilatérales doivent être efficaces. Souvenons-nous des leçons des deux dernières années : si nous sommes divisés, nous sommes incapables d'exercer une influence internationale significative.

Il faut que nous nous accordions sur cinq points importants :

- ▶ Être multilatéral et efficace : avec la montée en puissance de la Chine, de l'Inde et le retour de la Russie, les organisations multilatérales vont gagner en importance. Seul un noyau euro-américain peut rendre les institutions multilatérales plus efficaces.
- ▶ Une Europe forte pour une alliance forte : une Europe plus intégrée est, M. le président, dans l'intérêt à long terme de l'Amérique. Vous devez l'encourager en diminuant les règles protectionnistes sur le transfert de technologie à destination de l'Europe, ainsi qu'en offrant plus de postes aux Européens dans l'OTAN. Il faut également partager plus de renseignements avec vos alliés.
- ▶ Travailler conjointement au Moyen-Orient : vous devez proposer un accord aux Européens, ils doivent soutenir l'effort commun et en échange les États-Unis soutiendront la création d'un État palestinien en 2006. Nous devons également harmoniser nos politiques concernant l'Iran.
- ▶ L'économie : nos économies sont interdépendantes, or vos déficits rendent les marchés financiers instables. Il faut que vous pratiquiez une consolidation fiscale, l'Europe doit s'engager dans la réforme et la Chine devrait abandonner le tout dollar dans ses réserves pour adopter en partie l'euro. Nous devons développer les liens entre le G7 et la Chine.
- ▶ Il faut créer un groupe de contact, plus resserré que l'OTAN, pour développer les liens entre l'Union européenne et les États-Unis et discuter des orientations stratégiques.

William Kristol



William Kristol (Le 6 de cœur du régime Bush) est rédacteur en chef de *Weekly Standard*. Il est président du Project for the New American Century.

« Le secrétaire à la Défense que nous avons »

Source : Washington Post

Référence : « The Defense Secretary We Have », par William Kristol, *Washington Post*, 15 décembre 2004.

Actuellement, nous avons une très bonne armée, bien plus efficace en Irak que ne l'a été **Donald Rumsfeld**. Aujourd'hui, **George W. Bush** garde le secrétaire à la Défense, peut-être parce qu'il ne peut pas en changer avant les élections du 30 janvier, mais Don Rumsfeld n'est clairement pas le secrétaire à la défense que Bush voudrait pour son second mandat.

Rumsfeld a montré ses limites quand il n'est pas parvenu à répondre aux questions que lui posait le soldat **Thomas Wilson** concernant le nombre de véhicules blindés disponibles. Si **John Kerry** avait fait de même pendant la campagne, les Républicains l'auraient éreinté. Peut-être que Rumsfeld était dans un mauvais jour, mais au début de la semaine, il avait déjà été à son désavantage.

Il a alors déclaré que le " nombre de troupes que nous avons en Irak fait partie des choses qui sont vraiment hors de mon contrôle ". Ah bon ? " Le nombre de troupes que nous avons eu pour l'invasion a été le nombre de troupes demandé par le général Franks et le général Abizaid ". Face à de telles déclarations, laissons de côté le fait que le problème n'est pas les troupes lors de l'invasion mais pour la stabilisation de l'Irak. Par ailleurs, le général Franks voulait 250 000 hommes et ses supérieurs lui ont promis des troupes étrangères qu'il n'a jamais eues. De plus, Rumsfeld aurait eu le temps depuis avril 2003 de réajuster le nombre des troupes et si ces généraux n'ont pas demandé plus de troupes, c'est parce qu'ils savent qu'il n'y en a pas de disponibles. Car Rumsfeld a refusé d'accroître les effectifs après le 11 septembre. Il faut surtout noter en fait que le nombre de soldats est la responsabilité de Rumsfeld.

Tous les secrétaires à la Défense en temps de guerre font des erreurs, certains persistent dans leurs erreurs, mais a-t-on déjà vu pire négation de ses responsabilités ?

Phil Shiner

Ancien avocat spécialisé dans les questions environnementales travaillant aujourd'hui sur les Droits de l'homme, Phil Shiner dirige l'association Public Interest Lawyers. Il a été élu avocat des Droits de l'homme de l'année 2004 au Royaume-Uni pour son travail sur l'Irak.

« Nous pouvons tenir nos militaires pour responsables »

Source : The Guardian

Référence : « We can hold our military to account », par Phil Shiner, *Guardian*, 15 décembre 2004.

La nuit du 13 et 14 septembre 2003, les troupes britanniques ont arrêté puis détenu Baha Moussa et huit de ses collègues dans un hôtel de Bassora. Pendant trois jours, il a été, selon les témoins, humilié, battu et torturé à mort. Un autre des hommes arrêtés connaît des problèmes rénaux graves depuis sa détention et tous ont subis des abus. Hier, la haute cour de Londres a reconnu la violation commise par les troupes britanniques contre les droits de ces détenus au regard de la Convention européenne des Droits de l'homme.

Il faut maintenant une enquête approfondie sur les événements et sur les cas de tortures en Irak. On ne peut attribuer cela à des " soldats voyous ", car des officiers étaient impliqués et que les techniques employées ressemblent fortement à celle de **Guantanamo**, Abu Ghraib ou Mossoul. Il ne peut y avoir de condamnation tant que les responsabilités de chacun ne sont pas clairement établies ; l'enquête est donc importante. En outre, les militaires semblent décidés à s'absoudre eux-mêmes. Il faut savoir pourtant si nous avons une politique de torture et si **le ministre de la Défense** le savait.

Notre affaire a été gagnée devant la Haute cour car les accusés avaient la responsabilité personnelle des détenus et que la Convention européenne des Droits de l'homme s'applique à eux. Nous voulons désormais faire valoir que cette convention doit s'appliquer sur tout territoire sous contrôle d'un pays européen et pas seulement en Europe. Si nous y parvenons, cela changera l'avenir des conflits ; si nous échouons, Londres pourra construire son **Guantanamo**.

Richard C. Holbrooke



Richard C. Holbrooke a été l'ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU et ancien sous-secrétaire

« De la "ville des tentes" à l'OTAN »

Source : Washington Post

Référence : « From 'Tent City' to NATO », par Richard Holbrooke, *Washington Post*, 14 décembre 2004.

Le monde connaît encore cette ville sous le nom de Kiev, son nom en russe, mais dans ce texte je la désignerai par son vrai nom : Kyiv. Ce nom, toujours employé par les Ukrainiens, reflète les changements connus par ce pays.

Il ne fait aucun doute que **Viktor Yushchenko** sera bientôt président, toute

d'État aux affaires européennes et canadiennes sous l'administration Clinton. Il fut le principal architecte des accords de Dayton (1995) et l'envoyé spécial du président Bill Clinton à Chypre (1997-1999). Il est administrateur du Council on Foreign Relations et de la National Endowment for Democracy ; président de l'Asia Society et de la Global Business Coalition on HIV/AIDS, membre du Groupe de Bilderberg et de la Commission trilatérale. Il est l'un des signataires de l'appel des 115 atlantistes contre la Russie.

tentative du pouvoir pour déclarer Yanukovych vainqueur déclencherait potentiellement une Guerre civile mais les conséquences catastrophiques sont bien moins probables qu'on aurait pu le croire. De plus en plus de dirigeants politiques ou militaires se rallient à Yushchenko et le plus grand partisan de Yanukovych, **Vladimir Poutine**, est isolé et humilié. Même Kuchma a reconnu implicitement la victoire de Yushchenko. Yushchenko a besoin des jeunes manifestants pour éviter une nouvelle élection frauduleuse. La foule, qui vit dans des tentes à Kyiv, doit rester mobilisée jusqu'à ce qu'il soit président. Après cela, il est possible que l'Ukraine, liée à la Russie depuis 1 000 ans, se tourne vers l'occident, l'OTAN et l'Union européenne. 2004 aura été une *annus horribilis* pour Poutine avec la " perte " de la Géorgie et de l'Ukraine dans des révolutions populaires anti-russes, Yukos, **Beslan** et une perte de crédibilité internationale même s'il reste populaire en Russie. Aujourd'hui, il doit apprendre à vivre avec Yushchenko car s'il attise le séparatisme ou veut punir l'Ukraine économiquement, il brisera les derniers liens qui unissent la Russie à ce pays. En agissant avec agressivité, à la soviétique, Poutine pousserait encore davantage l'Ukraine dans les bras de l'Union européenne et de l'OTAN. Poutine peut supporter l'entrée de l'Ukraine dans l'UE, mais dans l'OTAN c'est plus délicat. Toutefois, nous avons réussi à intégrer les pays baltes, alors pourquoi pas l'Ukraine ? Pour les États-Unis cela étendrait notre zone de sécurité et cela a donc un intérêt. Il faudra cependant une action forte de Washington et de Varsovie pour y parvenir car certaines capitales européennes, et notamment Berlin, hésitent. Il faudra inviter rapidement Yushchenko à Washington après son élection (avec sa femme, une ukraino-américaine) et engager les discussions entre Kyiv et l'OTAN en 2005.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .